CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION

Douzième session de la Conférence des Parties
Santiago (Chili), 3 – 15 novembre 2002

Questions stratégiques et administratives

Rapports et recommandations des Comités

Comité pour les plantes

RAPPORT DE LA PRESIDENTE

Introduction

1. Le présent rapport a été établi par Mme Margarita Clemente Muñoz, Présidente du Comité pour les plantes (CP), avec l'aimable collaboration des membres du CP et du Secrétariat CITES, et couvre la période d'avril 2000 à juin 2002. Durant cette période, le Comité pour les plantes s'est réuni à trois occasions: 10^e session (Shepherdstown, décembre 2000) (CP10); 11^e session (Langkawi, septembre 2001) (CP11); et 12^e session (Leyde, mai 2002) (CP12)
2. Le Comité pour les plantes était composé des représentants des six régions, comme suit:

Région	Représentants	Représentants suppléants
Afrique	M. Quentin Luke (Kenya) M. John Donaldson (Afrique du Sud)	M. K. Akpagana (Togo)
Asie	M. N. P. Singh (Inde) M. Zulmukshar Shaari (Malaisie)	M. Jiansheng Jia (Chine) M. Irawati (Indonésie)
Amérique centrale et du Sud et Caraïbes	M. Enrique Forero (Colombie) M. Marga C. Werkhoven (Suriname)	Mme Dora Ingrid Rivera (Costa Rica) Mme Fatima Mereles (Paraguay)
Europe	M. Jan de Koning (Pays-Bas) Mme Margarita Clemente Muñoz (Espagne)	Mme Hanna Werblan-Jakubiec (Pologne) M. Dieter Supthut (Suisse)
Amérique du Nord	M. Bertrand von Arx (Canada)	Mme Patricia Dávila (Mexique)
Océanie	M. Greg Leach (Australie)	M. Osia Gideon (Papouasie Nouvelle Guinée)

Sessions du Comité pour les plantes

3. Lors d'une réunion informelle à la fin de la 11^e session de la Conférence des Parties (CdP11), les membres du Comité pour les plantes nouvellement élus qui étaient présents à Gigiri (Kenya) ont provisoirement nommé Mme Margarita Clemente (Europe) présidente du Comité pour les plantes. Les autres membres du CP ont ultérieurement confirmé cette nomination. Au CP10, le Comité a élu vice-président M. Bertrand von Arx (Amérique du Nord).

4. Presque tous les membres ont participé aux trois sessions. Au CP10, un représentant de la région Afrique a été remplacé par son suppléant, M. K. Akpagana. Pour des raisons de santé, Mme Marga Werkhoven était absente au CP10. Ultérieurement, elle a envoyé sa démission et a été remplacée au CP12 par la représentante suppléante, Mme Fatima Mereles.
5. Le Comité pour les plantes exprime sa plus profonde gratitude aux Parties qui ont accueilli les sessions, à savoir les Etats-Unis, la Malaisie et les Pays-Bas.
6. Au cours du CP10, les Etats-Unis ont versé au Comité pour les plantes une contribution de USD 45.000 destinée à des projets hautement prioritaires. Reconnaisant pour ce don généreux, le CP a soumis aux Etats-Unis un choix de projets à financer. Les projets financés concernent *Guaiacum* (USD 10.000), *Harpagophytum* (USD 5000), *Aquilaria* (USD 10.000) et les répertoires pour les régions Afrique et Amérique centrale et du Sud et Caraïbes (USD 10.000). A sa dernière session, le Comité a décidé d'affecter le montant de USD 10.000 restant à un projet portant sur l'examen du commerce important de cycas.
7. Les comptes rendus des trois sessions a été envoyés aux Parties. Des exemplaires supplémentaires sont disponibles auprès du Secrétariat.
8. Les représentants de 23 Parties, d'une institution des Nations Unies, d'une organisation intergouvernementale et de 10 organisations non gouvernementales (ONG) ont pris part au CP10, ceux de 25 Parties, d'une institution des Nations Unies et de 8 ONG au CP11, et ceux de 24 Parties, d'une institution des Nations Unies, d'une organisation intergouvernementale et de 7 ONG au CP12.

Thèmes principaux

Rapports régionaux et représentation régionale

9. Les représentants régionaux ont présenté leur rapport, selon la formule approuvée, lors de chaque session du Comité; ces rapports ont été inclus dans le compte rendu de chaque session.
10. Les répertoires régionaux ont été achevés dans les six régions, conformément à l'objectif 1.7.2 du Plan d'action. Ces répertoires servent essentiellement à assurer la communication à l'intérieur de chaque région et sont donc des outils très utiles. Le Comité recommande de publier les répertoires régionaux sur le site Internet du Secrétariat. Les représentants devraient les mettre à jour tous les ans.
11. S'agissant de la formation de nouveaux représentants aux procédures CITES, le Comité pour les plantes recommande que le Secrétariat fournisse une documentation aux nouveaux représentants régionaux et aux suppléants, et qu'il prévoie une présentation générale du fonctionnement du Comité pour les plantes à sa première session après la CdP12.

Décisions adressées au Comité pour les plantes par la Conférence des Parties (CdP)

12. Le Comité recommande vivement à la CdP que toute proposition de décision qui lui est adressée soit examinée en même temps qu'une évaluation du budget à prévoir pour la mise en œuvre intégrale de la décision, en donnant, si possible, une indication des crédits disponibles.

En ce qui concerne les tâches des membres du Comité et de ses membres suppléants (décision 11.110)

13. Une nouvelle analyse a été entreprise des difficultés auxquelles les représentants régionaux sont confrontés pour s'acquitter adéquatement de leur mission. Le Président a signalé ce problème à la 45^e session du Comité permanent (SC45), et la question a ultérieurement été abordée par un groupe de travail au cours de la 46^e session du Comité permanent (SC46) à Genève.
14. La plupart des membres sont pratiquement dans l'impossibilité de tenir des réunions régionales faute de financement, même si les membres du Comité pour les plantes sont convaincus de leur nécessité. Ce n'est

que dans les régions européenne et nord-américaine que les représentants sont en mesure d'organiser des réunions régionales.

15. Si des fonds ne sont pas disponibles, le Comité pour les plantes recommande d'organiser des réunions régionales en profitant de séminaires ou d'autres réunions connexes organisées par le Secrétariat. Un jour pourrait être consacré à traiter des questions régionales concernant les plantes. Les représentants régionaux prépareraient l'ordre du jour et présideraient la réunion et, au besoin, leur présence le jour de la réunion pourrait être financée.
16. Concernant les tâches des membres du Comité et de leurs suppléants, le CP recommande:
 - a) de modifier la décision 11.110 ainsi qu'il est proposé à l'annexe 1 du présent document;
 - b) d'encourager les Parties présentant des candidats au Comité pour les plantes à les soutenir en leur fournissant les moyens financiers et autres de s'acquitter de leurs tâches de représentants comme il se doit; et
 - c) de prévoir une majoration du budget du Comité précisément pour financer des activités régionales.

En ce qui concerne la situation biologique et commerciale d'*Harpagophytum* (décision 11.111)

17. Le Comité pour les plantes conclut qu'*Harpagophytum* est un excellent exemple de ressource végétale pouvant être prélevée de manière durable à des fins commerciales si des pratiques de gestion appropriées sont mises en œuvre. L'exploitation d'*Harpagophytum* soulève en outre d'importantes questions de droits de propriété, de commerce loyal, de dépendance des communautés pauvres dans les Etats des aires de répartition vis-à-vis d'une ressource végétale précieuse, et de rôle potentiel des accords internationaux sur la conservation et le commerce de ces ressources. L'utilisation durable nécessite des politiques harmonisées pour la conservation et l'utilisation durable d'*Harpagophytum* dans tous les Etats de l'aire de répartition, l'application rigoureuse des permis et des quotas, la surveillance normalisée du commerce et des prélèvements, et la recherche en vue de développer des méthodes de prélèvement durable. A la lumière des informations reçues et des discussions qui ont eu lieu au CP12, le Comité pour les plantes a formulé des recommandations particulières (voir le document CoP12 Doc. 46).

En ce qui concerne *Aquilaria* spp. (décisions 11.112 et 11.113)

18. Les débats qui ont eu lieu au CP12 ont fait ressortir que la situation du bois d'agar était devenue plus complexe, du fait qu'il avait été constaté que cinq genres comprennent des espèces produisant le bois d'agar (*Aquilaria*, *Aetoxylon*, *Gyrinops*, *Phaleria* et *Gonostylus*).
19. Lorsqu'il a considéré les taxons à inclure dans l'Etude du commerce important, le Comité a déterminé que l'ampleur du commerce de bois d'agar était préoccupante et recommandé qu'*Aquilaria malaccensis* soit considérée comme une espèce à inclure dans l'Etude du commerce important.
20. Le Comité a admis que le financement du travail nécessaire entrepris posera des problèmes et qu'il serait sans doute possible de faire appel aux négociants et aux pays d'importation en tant que sources de financement.
21. Le Comité pour les plantes s'est accordé sur les recommandations suivantes:
 - a) Les travaux d'ADN entrepris par l'herbier national des Pays-Bas, aux termes d'un contrat passé avec le Secrétariat, devraient continuer et viser à étudier diverses possibilités de mettre au point des outils d'identification fondés sur l'analyse moléculaire.
 - b) Des informations plus détaillées sur la répartition des espèces devraient être compilées et évaluées afin de permettre une amélioration des rapports sur le commerce en utilisant des données concernant le point d'origine.

- c) Comme le commerce porte sur le produit aisément identifiable de bois d'agar, les études devraient inclure tous les taxons connus produisant du bois d'agar et pas seulement *A. malaccensis*, inscrit aux annexes CITES.
- d) L'UICN devrait réévaluer la menace qui pèse sur tous les taxons produisant du bois d'agar, en se fondant sur les critères qu'elle a établis en 2000.
- e) Il y aurait lieu de mettre au point une méthode normalisée pour déterminer la situation des populations de taxons produisant du bois d'agar inscrites aux annexes CITES afin d'aider les autorités scientifiques à émettre l'avis d'exportation non préjudiciable, conformément à l'Article IV de la Convention. Une telle méthode permettrait de vérifier les populations dans toutes les zones produisant du bois d'agar, et de fixer des quotas appropriées mais aussi de contrôler les espèces prélevées.
- f) Davantage de recherches devraient être menées sur le terrain sur la dynamique du commerce, notamment dans les principaux pays d'importation et de réexportation (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Japon, Singapour et Taiwan, province de la Chine).

En ce qui concerne *Guaiacum* spp. (décision 11.114)

- 22. Les résultats du projet entrepris par les Etats-Unis d'Amérique et le Mexique conformément à la décision 11.114 ont été présentés au CP11. Durant les délibérations de cette session, il a été admis que *Guaiacum sanctum*, *G. coulteri*, *G. coulteri* var. *palmeri* et *G. unijugum* pouvaient être différenciés d'après leurs caractéristiques morphologiques, mais non d'après leur bois, qui est le principal produit faisant l'objet d'un commerce. Les résultats font observer en outre que de futures recherches sur *Guaiacum* spp. devraient explorer différentes approches pour évaluer de manière plus définitive les relations au sein du genre. Bien que peu pratique à des fins de surveillance, l'analyse de la structure moléculaire pourrait s'avérer la manière la plus simple d'identifier les espèces. Bien que la phylogénétique des Zygophyllacées ait été précédemment étudiée, la phylogénie du genre *Guaiacum* n'a pas encore été explorée. Une étude dans ce domaine pourrait expliquer la variation morphologique de *Guaiacum* dans des régions telles que le Mexique, l'Oaxaca, et le Guatemala. Le Comité pour les plantes a considéré que le projet devrait se poursuivre, en étudiant la situation de la population de l'espèce mexicaine seulement.
- 23. A la lumière des informations reçues et des discussions qui ont eu lieu au CP12, le Comité a décidé de recommander à la CdP ce qui suit: poursuivre au delà de la CdP12 les activités décrites dans le paragraphe a) iii) de la décision 11.114 et, dans l'intérim, soutenir la proposition de l'Allemagne visant à inscrire toutes les espèces de *Guaiacum* à l'Annexe II, compte tenu de leur ressemblance.

En ce qui concerne le commerce des espèces exotiques (décision 11.115)

- 24. Il est recommandé que la question du commerce des espèces exotiques soit liée à la Convention sur la diversité biologique (CDB) et traitée dans le cadre de celle-ci.

En ce qui concerne l'examen périodique des annexes (décision 11.116)

- 25. En 1998, l'organe de gestion des Pays-Bas a publié une étude exhaustive intitulée *Contribution to an evaluation of tree species using the new CITES Listing Criteria* qui fait le point sur la situation de la conservation et du commerce d'espèces d'arbres et sur le rôle potentiel de la CITES. Au CP11, les Parties et les observateurs présents ont tous été invités à communiquer des informations à jour ou complémentaires aux représentants de la région Europe. Malheureusement, les Pays-Bas ont fait savoir au CP12 que peu d'informations additionnelles avaient été reçues. Le Comité recommande que le plan de travail du CP pour la période entre la CdP12 et la CdP13 comprenne l'élaboration de propositions d'amendements aux annexes, lesquelles seraient fondées sur cette évaluation des espèces d'arbres faisant l'objet d'un commerce.
- 26. Le CP11 a également analysé les arguments pour et contre l'examen de la famille des Orchidacées, et principalement les taxons inscrits à l'Annexe II. Les participants s'étant accordés sur le fait qu'il serait impossible dans la pratique aux fonctionnaires chargés de les faire respecter d'appliquer les longues listes

des genres d'orchidées décrits dans le document CP11 Doc. 13.1 préparées par le Secrétariat, ils ont accepté de maintenir la totalité de la famille dans les annexes. Néanmoins, le Comité a estimé qu'il serait très utile d'élaborer une proposition pour la prochaine session de la CdP. Cette proposition aurait pour but de supprimer des annexes les orchidées hybrides produites à une échelle industrielle et n'ayant aucun effet sur les populations sauvages d'Orchidacées. S'il était possible d'éliminer ce qui est perçu comme une charge administrative inutile, ce serait d'un grand secours pour les pépinières et les organes de gestion des pays producteurs. Une proposition dans ce sens a été élaborée par l'autorité scientifique des Etats-Unis et l'*American Orchid Society*, avec l'assistance de divers spécialistes. Le Comité pour les plantes a appuyé la proposition des Etats-Unis visant à exempter certains genres d'orchidées hybrides des contrôles de la CITES et a encouragé ce pays à mettre au point cette proposition pour la CdP12, en tenant compte de toutes les questions examinées au CP12 (voir document CoP12. Prop. 51).

27. S'agissant de la révision des Cactacées inscrits à l'Annexe I, il a été convenu au CP11 que le Mexique et la Suisse collaboreraient à la préparation d'un nouveau document (voir document PC11 Doc. 10.11).
28. Quant à la suppression des Cactacées Pereskioïdées et Opuntioïdées des annexes, le Comité pour les plantes a recommandé à sa 11^e session que le projet de proposition de la Suisse soit remis à plus tard en attendant une coopération ultérieure entre les Etats de l'aire de répartition et la Suisse. A sa 12^e session, le Comité a recommandé un renforcement de la coopération entre la Suisse et les Etats de l'aire de répartition et que la proposition définitive soit modifiée en tenant compte de tous les commentaires des Etats de l'aire de répartition et des autres Etats (voir document PC12 Doc. 10.2 et documents CoP12. Prop. 44 et 45).
29. Le Comité pour les plantes reconnaît l'importance de l'examen périodique des annexes et recommande:
 - a) qu'un rang de priorité élevé lui soit attribué dans le plan stratégique du Comité pour les plantes; et
 - b) que le Comité permanent définisse des mécanismes pour obtenir une plus forte participation des Etats de l'aire de répartition à ce processus et fournisse des avis afin qu'une recommandation claire puisse être formulée à l'issue de l'examen [voir point 60 b)].

En ce qui concerne l'application de la résolution Conf. 8.9 (Rev.) (décision 11.117)

30. Le Comité a appuyé le document PC12 Doc 11.1 (Rev. 1), y compris les amendements apportés par un groupe de travail. La révision de la résolution Conf. 8.9 (Rev.) est examinée plus en détail au point 48 de l'ordre du jour de la CdP12 (voir document CoP12 Doc. 48.1).

En ce qui concerne les annotations relatives aux plantes médicinales inscrites aux annexes (décision 11.118)

31. Il a été convenu lors du CP11 que les observateurs de l'Allemagne, de la Colombie, de l'Espagne, des Etats-Unis et de la France, collaboreraient à la production d'un document à soumettre au CP12. La France devait coordonner cette collaboration. Malheureusement, la France n'ayant pas pu être représentée au CP12, la question n'a pas été examinée.

Commerce important

32. Le Comité pour les plantes soutient les activités ci-dessous, conformément à l'application de la résolution Conf. 8.9 (Rev.):
 - a) Examen des plantes de Madagascar: Il est proposé que l'examen soit confié à l'autorité scientifique chargée des plantes au Royaume-Uni (Royal Botanic Gardens, Kew). Il est recommandé à celle-ci d'organiser un atelier à Madagascar, lorsque ce sera possible, pour discuter les résultats de l'examen.
 - b) Examen des cycas: Le Secrétariat a signalé que cet examen n'avait pas encore débuté faute de fonds. Le Comité pour les plantes a décidé d'affecter à cette activité USD 10.000 de la contribution des Etats-Unis (voir point 6) afin que cet examen puisse être entrepris.

- c) Pour la période qui suivra la CdP12, le Comité pour les plantes recommande que les taxons ci-après soient passés en revue: *Prunus africana*, *Aquilaria malaccensis*, *Pericopsis elata* et les espèces d'aloès d'Afrique de l'Est utilisées en tant qu'extraits.

Plan d'action CITES et résolution Conf. 11.1 concernant la constitution des comités

33. Au cours du CP12, un groupe de travail comprenant la Présidente et tous les membres a étudié un projet de plan d'action révisé CITES et les actions imparties au Comité pour les plantes. La question a également été examinée en séance plénière.
34. De l'avis général, seules quelques actions très prioritaires devaient être choisies. La première action spécifiée à l'annexe 2 de la résolution Conf. 11.1: "fournir des avis et des orientations à la Conférence des Parties, aux autres comités, aux groupes de travail et au Secrétariat, sur toutes les questions touchant au commerce international des espèces inscrites aux annexes, y compris la proposition d'amendements aux annexes", a été considérée comme étant l'action globale dont découlent de nombreuses autres actions.
35. On a estimé que le point 4.6.1 du plan d'action CITES pourrait également s'adresser au Comité pour les plantes (ainsi qu'aux Parties, au Secrétariat et au Comité permanent). Bien que très général, il est aussi très important, et certaines activités spécifiques à entreprendre par le Comité pour les plantes devraient entrer dans le cadre de ce point.
36. Un consensus est intervenu pour que les 3 questions ci-après continuent de retenir l'attention du Comité pour les plantes et qu'il leur soit accordé un degré de priorité élevé:
- a) passer régulièrement en revue les annexes (action 2.1.2);
 - b) poursuivre le processus d'étude du commerce important (action 2.1.3); et
 - c) évaluer les espèces non inscrites aux annexes CITES faisant l'objet d'un commerce important (action 2.1.4).
37. Pour chacune des priorités citées au point 36 ci-dessus, il y aurait lieu de cerner des activités spécifiques afin d'avoir une idée des fonds, des ressources et du temps nécessaires pour les traiter correctement. En outre, des indicateurs devraient être définis pour suivre de près la situation et l'évolution de ces activités.
38. L'annexe 2 présente la situation des tâches confiées au Comité pour les plantes et l'ordre de priorité défini par le Comité pour leur exécution.

Formation et sensibilisation (Objectif 4.6. du Plan d'action CITES)

39. La Présidente du Comité pour les plantes a dirigé le troisième du cours de maîtrise sur la gestion, la conservation et le contrôle des espèces faisant l'objet d'un commerce international, qui s'est tenu du 3 octobre au 15 décembre 2000 à l'Université internationale d'Andalousie (au campus Antonio Machado à Baeza).
40. Les leçons ont été dispensées simultanément en espagnol et en anglais, en 500 heures d'instruction. Ce cours a été suivi par 34 personnes provenant d'autorités scientifiques, d'organes de gestion et d'ONG de 25 pays (Bolivie, Burundi, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Espagne, Grèce, Honduras, Inde, Indonésie, Kenya, Mexique, Mozambique, Namibie, Pérou, Slovaquie, Slovénie, Sainte-Lucie, Thaïlande, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie et Zimbabwe). Les participants ont bénéficié d'une subvention qui a entièrement couvert les frais d'instruction et de logement. En outre, neuf inspecteurs de l'organe de gestion espagnol ont participé à divers modules hebdomadaires en vue de parfaire leur formation.
41. Les leçons ont été données par 57 experts de 10 pays. Aux experts de l'autorité scientifique (Ministère de l'environnement) et de l'organe de gestion (Ministère de l'économie) espagnols, sont venus s'ajouter des fonctionnaires des autorités scientifiques ou des organes de gestion de plusieurs pays (Argentine, Australie,

Cuba, Etats-Unis, France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse), du Secrétariat CITES, de la Commission de l'Union européenne, du Secrétariat des ressources phytogénétiques de la FAO, de l'Université de Grenade, de l'Université polytechnique de Madrid, de la police environnementale espagnole (SEPRONA), des services douaniers espagnols, du *Forensic Laboratory* des Etats-Unis d'Amérique, de l'UICN, de l'*African Resources Trust*, d'Adena-WWF, ainsi que d'autres fonctionnaires qui ont participé en qualité d'experts.

42. Il a été possible de tenir le troisième cours de maîtrise grâce à l'Université internationale qui l'a organisé, au généreux patronage de la *Fundación Biodiversidad* et à l'assistance de l'Université de Cordoue, des Ministères espagnols de l'environnement et de l'économie, du Secrétariat CITES, des jardins botaniques de Cordoue et des zoos de Barcelone et Jerez. La contribution apportée par l'Espagne en 2000 pour financer ce cours s'est élevée à USD 170.000.
43. Dans le domaine de la formation et de l'information, le Comité pour les plantes a également été heureux d'apprendre que les Etats-Unis avaient produit une brochure sur la CITES et le commerce des bois. Cette brochure est destinée à fournir des informations aux importateurs, aux exportateurs et au grand public, et a été conçue de manière à permettre à n'importe quel pays de l'utiliser très économiquement et d'y insérer toute information particulière qu'il souhaiterait inclure. Trente mille exemplaires en anglais, espagnol, français, et portugais ont été imprimés et envoyés aux organes de gestion des Parties.
44. Le Chili a signalé que l'organe de gestion et l'autorité scientifique du Chili avaient produit un guide pour l'identification des espèces d'arbres chiliennes *Araucaria*, *Fitzroya* et *Pilgerodendron*. Ce guide est disponible sur CD-ROM ainsi que dans le site Internet CITES du Chili.
45. Le Canada a également signalé au Comité pour les plantes la publication d'un nouveau guide sur les bois tropicaux dans la série bien connue de ses guides d'identification. Premier de la série traitant des plantes, il est essentiellement conçu à l'intention des fonctionnaires chargés de faire respecter les dispositions. Simple mais précis, ce guide de terrain est l'aboutissement d'une collaboration fructueuse entre Environnement Canada et deux services du Ministère de l'agriculture des Etats-Unis (*American Plants Health Service et Forest Service*).

Autres réunions et tâches accomplies

46. Pour la première session du groupe de travail sur les critères (GTC) (Canberra, août 2000), la Présidente a nommé les experts suivants: M. Donaldson, M. Shaari, M. de Koning, M. Leach et Mme Davila Aranda.
47. Les représentants du Comité pour les plantes énumérés ci-après ont pris part à la deuxième session commune des Comité pour les animaux (CA) et Comité pour les plantes (Shepherdstown, 2000): MM. Donaldson et Luke (Afrique), MM. Shaari et Singh (Asie), M. Forero et Mme Werkhoven (Amérique centrale et du Sud et Caraïbes), Mme Clemente et M. de Koning (Europe), M. von Arx (Amérique du Nord) et M. Leach (Océanie). Au cours de la session, les résultats de la première réunions du GTC ont été examinés et il a été convenu de la nécessité de tenir une deuxième réunion du Groupe pour traiter l'annexe 5 de la résolution Conf. 9.24 sur les définitions. MM. von Arx, Luke, Leach, Shari, de Koning et Forero ont pris part à cette session en qualité d'experts (Sigüenza, mai 2002).
48. La Présidente du Comité pour les plantes était présente à une réunion des présidents du CP, du CA et du GTC tenue à Genève en avril 2001, dans l'intention de préparer la notification aux Parties n° 2001/037. L'annexe 5 n'a fait l'objet d'aucune discussion à cette occasion parce qu'elle devait être traitée durant la deuxième réunion du GTC.
49. La Présidente du Comité pour les plantes a établi un rapport final, présenté dans un document distinct à la 46^e session du Comité permanent (SC46), conformément à la décision 11.2 sur la révision des critères d'amendement des Annexes I et II. Entre autres, le Comité permanent a décidé de soumettre le rapport de la Présidente du Comité pour les plantes à la CdP12, pour examen, en lui attachant une importance égale à celle des rapports des Présidents du CA et du GTC (voir document CdP12 Doc. 58, annexe 5b).

50. La Présidente du Comité pour les plantes a collaboré à la préparation d'une stratégie mondiale pour la conservation des plantes (SMCP) adoptée à la sixième session de la Conférence des Parties à la CDB (CP6). Elle a assisté à trois réunions du Groupe d'experts spécial, tenues au Canada, au Royaume-Uni et en Espagne, à la septième session de l'organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBBSTA-7) et à la CP6 de la CDB. La SMCP offre un cadre intéressant et une excellente occasion pour la CITES de travailler en synergie avec la CDB (Objectifs 5.1 et 5.2 de la Vision d'une stratégie jusqu'en 2005).
51. Il est recommandé que le Comité pour les plantes analyse en profondeur la SMCP ainsi que les liens avec ses activités et la collaboration possible, notamment en ce qui concerne la cible XI "aucune espèce de plante sauvage ne sera menacée du fait du commerce international".
52. La Présidente du Comité pour les plantes a participé à la réunion du groupe de travail du Comité permanent tenue à Genève en mars 2002 sur la planification stratégique, la révision des priorités attribuées aux tâches et les budgets. Elle était présente au SC45 (Paris, juin 2001) et au SC46 (Genève, mars 2002). Il est recommandé que les présidents des Comités CITES soient systématiquement invités aux sessions du Comité permanent, et aux futures réunions du Groupe de travail Comité permanent qui se pencheront sur la planification stratégique, la révision des priorités attribuées aux tâches et les budgets.

Budget du Comité pour les plantes

53. La Présidente du Comité a fait rapport au SC45 et au SC46 sur les coûts de l'organisation du CP10 et du CP11, précisés par le Secrétariat (voir documents SC45 Doc. 17 et SC46 Doc. 22).

Dépenses faites pour organiser les sessions du CP en 2000 et 2001 (en USD)

	PC10	PC11
Coûts de logistique des sessions, interprétation comprise	24,526 ¹	28,486
Rédaction du rapport de la session	960 ²	5,025
Traduction des documents	886 ³	11,937
Frais de voyage et indemnités de subsistance des membres du CP	24,699 ⁴	12,180 ⁴
Frais de voyage du personnel du Secrétariat CITES		9,400
Total	51,941	67,028

1. Le coût de la location du matériel d'interprétation a été couvert par les Etats-Unis.

2. USD 1000 pour la rédaction de rapports; rapport écrit payé au titre du budget pour 2001.

3. Traductions externes sauf traductions externes commandées par le Secrétariat.

4. Les deux représentants de la région Europe ont été financés par les Pays-Bas et l'Espagne, et celui d'Amérique du Nord par le Canada.

54. Conformément à une décision du Comité permanent au SC45 demandant au Secrétariat de ventiler les coûts réels du soutien fourni aux Comités CITES, les dépenses en 2001 et 2002 pour l'organisation des sessions du Comité pour les plantes incluent des lignes budgétaires (coût du personnel du Secrétariat; coûts de traduction) qui ne figuraient pas dans les budgets de ce comité pour les années précédentes.
55. Pour la prochaine période triennale (2003-2005), le Comité pour les plantes aura besoin, au minimum, du même appui financier que durant les trois années précédentes. Compte tenu de la décision du Comité permanent au sujet de l'inclusion des coûts encourus par le Secrétariat et ceux de la traduction des documents, et toutes choses égales d'ailleurs, l'appui financier se chiffrerait respectivement à USD 89.000,

91.000 et 91.000 pour les trois années à venir, ce qui permettrait au Comité ne serait-ce que de continuer à organiser ses sessions ordinaires comme durant les trois années précédentes.

56. Le Comité pour les plantes recommande que la CdP approuve un budget de USD 89.000 pour 2003 et de USD 91.000 pour 2004 et 2005 pour l'organisation de ses sessions annuelles (voir document CoP12 Doc. 9.1, annexe 1).

Proposition de budget pour les sessions du CP durant la période 2003-2005 (en USD)

Description	2003	2004	2005
Traduction des documents	10,000	10,000	10,000
Rémunération/frais de voyage du personnel de conférence aux sessions du CP (interprètes et rapporteurs; frais de voyage, rémunération et indemnités journalières)	32,000	33,000	33,000
Frais de voyage des membres du CP (10) (y compris voyage par avion et indemnités journalières)	25,000	26,000	26,000
Logistique des réunions du CP (expédition des documents, location de matériel, location des salles de conférence papeterie, photocopies, etc.)	10,000	10,000	10,000
Frais de voyage des membres du personnel du Secrétariat (3) y compris frais de voyage par avion et indemnités journalières)	12,000	12,000	12,000
Total	89,000	91,000	91,000

57. Le Comité pour les plantes recommande d'envisager l'allocation annuelle d'un montant additionnel de USD 30.000 pour faciliter le travail des membres du Comité au cas où certains ne pourraient pas compter sur un appui financier du gouvernement, d'une institution financière ou technique, comme prévu dans certains pays développés. Cet appui serait affecté à des projets particuliers, à la mise à jour des répertoires, pour faciliter la communication avec les régions, etc.. Le Comité pour les plantes répartira les coûts selon les priorités définies dans le Plan d'action CITES.
58. Le Comité pour les plantes recommande également d'approuver une ligne budgétaire qui lui permettra de procéder adéquatement à ses travaux, de faire face aux coûts liés à des activités autres que les sessions ordinaires et, par exemple, de faciliter la participation, le cas échéant, de membres suppléants ou l'exécution de tâches dévolues à la présidence ayant pour origine des pays peu développés. Ces tâches exigeraient des fonds additionnels se montant à USD 20.000 par an.
59. Néanmoins, le Comité pour les plantes recommande de réaliser des économies, si possible, en prévoyant les mesures suivantes:
- rechercher des offres moins coûteuses pour la traduction des documents;
 - encourager les Parties des pays développés à soutenir les représentants provenant de ces pays en finançant leurs voyages;
 - réduire la participation du personnel de Secrétariat (1 ou 2 personnes); et
 - encourager les Parties hôtes des sessions du Comité pour les plantes à offrir de prendre à leur charge une partie de la logistique. Les économies réalisées seraient affectées au soutien du travail régional des représentants venant des Parties en développement.

Programme de travail du Comité pour les plantes jusqu'à la CdP13

60. Le Comité pour les plantes propose que, de la CdP12 à la CdP13, le CP entreprenne le programme de travail ci-dessous:
- a) poursuivre l'exécution de son Plan d'action résultant de l'adoption du Plan stratégique de la Convention à la CdP11;
 - b) appliquer les mécanismes mis en place par le Comité permanent pour l'examen périodique des annexes. Ces mécanismes devraient clairement établir qui doit rédiger une proposition à présenter à la CdP suivante, une fois qu'un examen a été achevé et bénéficie du soutien du Comité pour les plantes. Dans l'idéal, un ou plusieurs Etats des aires de répartition des taxons proposés s'engageraient à rédiger et soumettre les propositions d'amendement des annexes, mais au cas où cette procédure ne pourrait être suivie, le gouvernement dépositaire devrait être invité à se charger de cette tâche, avec l'appui des membres du Comité pour les plantes;
 - c) poursuivre l'examen des annexes selon les priorités suivantes: bois, sur la base de la "Contribution à une évaluation des espèces d'arbres en appliquant les nouveaux critères d'inscription aux annexes de la CITES" et de l'examen des espèces d'arbres commercialisés effectué par les Pays-Bas, et plantes reproduites artificiellement faisant l'objet d'un commerce en grandes quantités;
 - d) participer à la mise en œuvre de la résolution Conf. 8.9 (Rev.) concernant le commerce de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II prélevés dans la nature;
 - e) réexaminer les résolutions relatives aux plantes et au commerce de plantes en vue de les clarifier et de faciliter leur compréhension en élaborant des manuels ou autre matériel;
 - f) soutenir le Secrétariat dans son travail sur la mise au point d'un programme destiné à aider les autorités scientifiques à émettre des avis de commerce non préjudiciable, conformément aux dispositions de l'Article IV de la Convention;
 - g) se charger de l'analyse scientifique des problèmes liés au commerce international de plantes afin de formuler des avis reposant sur une base scientifique pour la rédaction des propositions à présenter aux sessions de la CdP;
 - h) collaborer, sur demande, à la préparation de matériel d'identification des plantes à utiliser pour le manuel d'identification;
 - i) collaborer avec le Comité de la nomenclature, sur demande, à la préparation des listes de contrôle et à l'étude des questions relatives à la taxonomie des plantes;
 - j) renforcer le travail des représentants régionaux concernant la mise à jour des répertoires régionaux;
 - k) établir des liens avec l'industrie et les négociants en vue de promouvoir des projets sur l'utilisation durable des plantes et des ressources végétales, en collaboration avec les communautés locales des pays exportateurs;
 - l) analyser les relations entre la conservation *in situ* et la production *ex situ* de plantes;
 - m) expliquer le rôle de l'Annexe II et identifier de bonnes études de cas pour améliorer la compréhension de ce qu'est l'inscription à cette annexe; et
 - n) établir des relations permanentes avec le CDB au sujet de la SMCP et d'autres questions intéressant le Comité pour les plantes.

61. Je tiens à exprimer toute ma gratitude aux membres du Comité pour leur engagement, leur collaboration enthousiaste et leur excellent travail. Je remercie vivement les délégués observateurs des Parties, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et le Secrétariat CITES, et en particulier M. Lindeque, M. van Vliet, M. Bardzo, M. De Meulenaer, Mme Zentilli et Mme Campos, pour leur précieuse contribution au Comité pour les plantes. Enfin, je souhaite remercier l'organe de gestion et l'autorité scientifique de l'Espagne, mon pays, et l'Université de Cordoue et les jardins botaniques de Cordoue, mes institutions, pour l'extraordinaire soutien qu'ils m'ont prodigué pour me permettre d'accomplir mes tâches de présidente.

PROJET DE DECISION DE LA CONFERENCE DES PARTIES

Amendement de la décision 11.110

En ce qui concerne les tâches des membres du Comité et leurs suppléants

- a) Chaque membre du Comité pour les plantes devrait collaborer avec son suppléant dans le travail à accomplir entre les sessions du Comité.
- b) Chaque membre devrait avoir des contacts réguliers avec les Parties de sa région.
- c) Lorsqu'une région a plus d'un représentant, les représentants devraient convenir de quelles Parties chacun représente. Les personnes à contacter dans ces pays devraient être identifiées. Des contacts devraient aussi être établis avec les pays non-Parties de la région.
- d) Chaque membre devrait faire connaître le rôle et les fonctions du Comité pour les plantes, son mandat et les questions intéressant la région, en recourant à des mécanismes tels que sa participation à des séminaires ou à des réunions connexes organisées par le Secrétariat et/ou par d'autres organisations au niveau régional ou sous régional.
- e) Avant les sessions du Comité, les membres devraient informer et consulter les Parties de leur région au sujet de l'ordre du jour, notamment sur les questions touchant spécifiquement les pays de la région.
- f) Les membres devraient soumettre à chaque session du Comité un rapport écrit couvrant la période précédente.
- g) Les membres devraient informer les Parties de leur région des résultats de chaque session du Comité.
- h) Les membres qui ne peuvent pas participer à une session du Comité doivent en informer les suppléants suffisamment à l'avance.
- i) Les membres devraient communiquer à leurs successeurs toutes les informations pertinentes sur les activités dans leur région.

**Actions confiées au Comité pour les plantes conformément au Plan d'action CITES
et à la résolution Conf. 11.1 relative à la constitution des comités**

Résolution Conf. 11.1 Annexe 2	Numéro de l'action	Description	Situation
ACTIONS EN COURS CONFIEES AU CP AVEC UN DEGRE DE PRIORITE ELEVE ET ACTIONS FUTURES POTENTIELLEMENT PRIORITAIRES (indiquées en gras et en italiques)			
a)		Fournir des avis et des orientations à la Conférence des Parties, aux autres Comités, aux groupes de travail et au Secrétariat, sur toutes les questions touchant au commerce international des espèces inscrites aux annexes, y compris la proposition d'amendements aux annexes.	Travail continu du CP.
	4.6.1	<i>Dans le cadre de l'Objectif 4.6, élargir les connaissances, renforcer la sensibilisation et faciliter le respect des dispositions relatives à la flore prévues dans la CITES:</i> <i>Veiller à ce que la conservation des plantes reçoive l'attention voulue dans toutes les activités liées à la réalisation de ce plan.</i>	<i>Cerner les activités.</i>
f)	2.1.3	Poursuivre le processus d'étude du commerce important lancé par les Parties dans la résolution Conf. 8.9 (Rev.).	<u>Par taxons:</u> – Cycas – <i>Prunus africana</i> – <i>Aquillaria malaccensis</i> – <i>Aloe</i> spp. en extrait provenant de l'Afrique de l'Est – <i>Pericopsis alata</i> <u>Par pays:</u> – Madagascar
h)	2.1.2	Passer régulièrement en revue les annexes pour veiller à ce que les taxons inscrits remplissent les critères pertinents.	<u>Achevé:</u> – Orchidaceae <u>En cours:</u> – Cactaceae de l'Annexe I
g)	2.1.4	Evaluer les informations biologiques et commerciales sur les espèces faisant l'objet d'un commerce international important mais actuellement non inscrites aux annexes CITES, pour déterminer si elles rempliraient les conditions d'inscription et si elles en bénéficieraient.	Les Parties ont entrepris l'examen des taxons non inscrits suivants: – <i>Harpagophytum</i> spp. – <i>Guaiaacum</i> spp. – <i>Taxus</i> spp. autres que <i>T. wallichiana</i> – Espèces d'arbres

Résolution Conf. 11.1 Annexe 2	Numéro de l'action	Description	Situation
e)	1.7.2	Elaborer des répertoires régionaux où figurent les botanistes et les zoologistes spécialistes des espèces CITES.	Achevé pour toutes les régions Futures activités: trouver des mécanismes de mise à jour et d'amélioration et prévoir leur diffusion sur le site Internet du Secrétariat.
<p>EN CE QUI CONCERNE LES ACTIONS CI-DESSOUS AYANT UN DEGRE DE PRIORITE MOINS ELEVE, AUCUN ORDRE N'A ETE FIXE <i>(actions futures potentielles indiquées en gras et italiques)</i></p>			
b)		Aider le Comité de la nomenclature à élaborer et à tenir une liste normalisée des noms d'espèces.	A mener avec le Comité de la nomenclature. Travail continu du CP.
c)		Aider le Secrétariat dans l'application de la résolution sur le manuel d'identification et des décisions qui s'y rattachent et, à la demande du Secrétariat, dans tous les aspects touchant au commerce international des espèces inscrites aux annexes, y compris les propositions d'amendements aux annexes.	A mener avec le Secrétariat. Travail continu du CP.
d)	1.7.1	Elaborer un manuel précisant les obligations et les procédures des autorités scientifiques pour inciter à l'élaboration de cours de formation à leur intention.	A mener avec le Secrétariat. Coopérer avec le Secrétariat à la mise en œuvre de son programme d'assistance aux autorités scientifiques. Ateliers régionaux organisés par le Secrétariat avec la participation des représentants régionaux du CP, lorsque possible.
e)	1.7.3	Sensibiliser les Parties à l'importance et à l'opportunité d'intégrer des spécialistes des plantes dans la structure des autorités scientifiques.	Etablir des mécanismes avec le Comité permanent.
i)		Donner des avis sur les techniques et les procédures de gestion aux Etats des aires de répartition lorsque ces Etats demandent une telle aide.	Etablir des mécanismes avec le Comité permanent.
j)		Rédiger des projets de résolutions sur les questions relatives aux animaux et aux plantes, à soumettre à la Conférence des Parties.	Travail continu du CP.

Résolution Conf. 11.1 Annexe 2	Numéro de l'action	Description	Situation
k)		Remplir toute autre fonction qui pourrait lui être confiée par la Conférence des Parties ou par le Comité permanent.	Président et/ou membres choisis par le président du CP pour participer à des réunions techniques en qualité d'experts, comme au sein du Groupe de travail sur les critères.
l)		Faire rapport à la Conférence des Parties, et sur demande au Comité permanent, sur les activités qu'il a menées ou supervisées entre les sessions de la Conférence.	Rapport du président du CP aux sessions du Comité permanent.
	1.1.6 <i>(nouveau pour le CP)</i>	<i>Elaborer de nouvelles dispositions pour empêcher des pertes inutiles durant les prélèvements, le stockage et le transport des plantes vivantes [...].</i>	<i>Un groupe de travail du CP élabore des directives visant à renforcer les chances de survie des spécimens vivants lors du transport.</i>
	2.2.2	Encourager les Parties à consulter le Comité pour les animaux ou le Comité pour les plantes dans la préparation des propositions d'amendements aux annexes.	Etablir des mécanismes avec le Comité permanent. Travail continu du CP.
	2.2.3	Pour certains produits, élaborer des unités de mesure normalisées pour les permis, l'analyse du commerce et les rapports.	Travail continu du CP.
	4.3.2	Participer activement aux réunions et conférences scientifiques, et inciter la communauté scientifique à participer aux questions CITES.	Les membres du CP et les observateurs présents aux sessions du CP prennent part à des réunions scientifiques et expliquent les questions CITES.